

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Chalon-sur-Saône
1 rue Georges Feydeau – CS 20105
71351 CHALON-SUR-SAÔNE Cedex

Le 09 mars 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

CHALON ENROBES - EUROVIA

21 rue Paul Sabatier
BP 192
71100 Chalon-sur-Saône

Références : FF/MV/2023/C_063
Code AIOT : 0005401270

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/02/2023 dans l'établissement CHALON ENROBES - EUROVIA implanté Zone Portuaire Sud Rue Cugnot 71380 Saint-Marcel. L'inspection a été annoncée le 03/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHALON ENROBES - EUROVIA
- Zone Portuaire Sud Rue Cugnot 71380 Saint-Marcel
- Code AIOT : 0005401270
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers autorisée par arrêté préfectoral en date du 16 septembre 2004.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative
- pollution atmosphérique
- déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Hauteur de la cheminée	Arrêté Préfectoral du 16/09/2004, article 16.2 (1er alinéa)	/	Sans objet
10	Registre déchets (contenu)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2 (2ème alinéa)	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 17/02/2014, article 1	/	Sans objet
2	Combustible	Arrêté Préfectoral du 16/09/2004, article 16.1 (4ème alinéa)	/	Sans objet
3	Point de prélèvement (canalisation de rejet)	Arrêté Préfectoral du 16/09/2004, article 16.1 (3ème alinéa)	/	Sans objet
4	Contrôle et suivi des rejets (fréquence)	Arrêté Préfectoral du 16/09/2004, article 18 (1er alinéa)	/	Sans objet
5	Contrôle et suivi des rejets (résultats)	Arrêté Préfectoral du 16/09/2004, article 18 (3ème alinéa)	/	Sans objet
6	Valeurs limites de rejet	Arrêté Préfectoral du 16/09/2004, article 17	/	Sans objet
8	Vitesse des gaz rejetés	Arrêté Préfectoral du 16/09/2004, article 16.2 (2ème alinéa)	/	Sans objet
9	Registre déchets (existence)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2 (1er alinéa)	/	Sans objet
11	Stockage temporaire des déchets	Arrêté Préfectoral du 16/09/2004, article 21 (3ème alinéa)	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a montré que l'installation était propre et bien tenue.

La non-conformité constatée, sur les points contrôlés, est relative au contenu du registre déchets (respect de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021).

Le respect de la hauteur minimum de la cheminée (cheminée du tambour sécheur) est d'autre part à confirmer (16m à minima).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/02/2014, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques de classement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Rubrique 2521 : centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers à chaud : 200 t/h (autorisation). Actuellement régime de l'enregistrement. Rubrique 2517 : station de transit de produits minéraux solides ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant supérieure à 10 000 m ² , mais inférieure ou égale à 30 000 m ² : superficie de 10 500 m ² (enregistrement) Rubrique 1520 : dépôt de matière bitumineuse, la quantité totale étant supérieure ou égale à 50 t, mais inférieure à 500 t : 240 t (déclaration) Rubrique 2515 : broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement étant supérieure à 40 KW mais inférieure ou égale à 200 kW : concasseur de 45 kW et chargeur mobile de 146 kW (déclaration) Rubrique 2915 : procédé de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles (déclaration)
Constats : Un tableau de la situation administrative de l'établissement a été transmis par l'exploitant par courriel le 20 février 2023. Il est constaté que le niveau d'activité des installations et le classement n'ont pas évolué. L'installation visée par la rubrique n° 2915-2 n'existe plus, du fait du passage au chauffage électrique. Cette modification sera à prendre en compte lors d'une prochaine modification de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site.
Observations : Selon GEOPORTAIL, la parcelle du site est référencée OY 0376, or la parcelle indiquée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation est référencée 368ZC. Les limites du site sont celles autorisées dans l'arrêté préfectoral du 16 septembre 2004. Il est demandé à l'exploitant de confirmer cette modification de référence de la parcelle où se situe l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Combustible

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2004, article 16.1 (4ème alinéa)
Thème(s) : Risques chroniques, Alimentation des brûleurs par gaz naturel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'alimentation des brûleurs du tambour sécheur de la centrale d'enrobage se fait uniquement à partir de gaz naturel.
Constats : Il n'y a pas eu de changement de combustible d'alimentation de la centrale. Le gaz naturel est utilisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Point de prélèvement (canalisation de rejet)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2004, article 16.1 (3ème alinéa)
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution atmosphérique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...) conformes aux dispositions de la norme NF X 44052.
Constats : Selon le rapport APAVE du 2 août 2022, la méthodologie de prélèvement et d'analyse est conforme aux normes applicables.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Contrôle et suivi des rejets (fréquence)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2004, article 18 (1er alinéa)
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution atmosphérique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans, par un organisme agréé par le Ministère en charge de l'environnement, une mesure du débit rejeté et des teneurs en oxygène, oxyde de soufre, poussières et oxydes d'azote dans les gaz rejetés à l'atmosphère (sortie de cheminée du tambour sécheur), selon les méthodes normalisées en vigueur.
Constats : L'exploitant fait effectuer une mesure des polluants atmosphériques en sortie de cheminée du tambour sécheur à fréquence annuelle. Les 2 dernières mesures ont été effectuées par l'APAVE le 3 novembre 2021 et le 18 mai 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Contrôle et suivi des rejets (résultats)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2004, article 18 (3ème alinéa)
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution atmosphérique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les résultats obtenus doivent être tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : Les rapports d'analyse des rejets atmosphériques sont tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Valeurs limites de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2004, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution atmosphérique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les valeurs limites de rejet exprimées en mg/m ³ sur gaz sec, la teneur en oxygène étant ramenée à 14 % en volume, sont : <ul style="list-style-type: none">• oxydes de soufre (en équivalent SO₂) : 175 mg/m³• oxydes d'azote (en équivalent NO₂) : 100 mg/m³• poussières : 100 mg/m³
Constats : Les valeurs limites de rejets sont respectées : Mesures en 2021 : <ul style="list-style-type: none">• oxydes de soufre (en équivalent SO₂) : 64 mg/m³• oxydes d'azote (en équivalent NO₂) : 48 mg/m³• poussières : 0,5 mg/m³ Mesures en 2022 : <ul style="list-style-type: none">• oxydes de soufre (en équivalent SO₂) : 40 mg/m³• oxydes d'azote (en équivalent NO₂) : 40 mg/m³• poussières : 1,5 mg/m³
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Hauteur de la cheminée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2004, article 16.2 (1er alinéa)
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution atmosphérique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sauf justification particulière de l'exploitant, la hauteur de la cheminée du tambour sécheur est à minima de 16 m.
Constats : Absence de justificatif fourni le jour de l'inspection concernant la hauteur de la cheminée. Il est demandé à l'exploitant de fournir tout justificatif confirmant la hauteur à minima de 16m de la cheminée (plan de récolement de la mise en place des installations....)
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Vitesse des gaz rejetés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2004, article 16.2 (2ème alinéa)
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution atmosphérique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La vitesse minimale ascendante des gaz rejetés à l'atmosphère doit au moins être égale à 8 m/s.
Constats : Pour les 2 dernières campagnes de mesures réalisées par l'APAVE, la vitesse minimale ascendante des gaz rejetés à l'atmosphère est supérieure à 8 m/s. Mesure en 2021 : 12,3 m/s Mesure en 2022 : 14 m/s
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Registre déchets (existence)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2 (1er alinéa)
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.
Constats : L'exploitant tient à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Registre déchets (contenu)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2 (2ème alinéa)
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine du déchet : - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; d) Concernant la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; e) Concernant la destination du déchet : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié,

<p>selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats : Il a été consulté le registre des déchets dangereux (année 2023) et le registre des déchets non dangereux (2022).</p> <p>le registre des déchets dangereux contient les informations réglementaires.</p> <p>NON CONFORME : le registre des déchets non dangereux ne contient pas toutes les informations réglementaires, il manque en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le numéro SIRET de l'établissement vers lequel le déchets est expédié ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - le numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets.
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 11 : Stockage temporaire des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2004, article 21 (3ème alinéa)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le stockage temporaire des déchets présentant des risques de pollution s'effectue à l'intérieur de l'établissement dans des zones spécialement aménagées formant rétention étanche et protégée des eaux météoriques.</p>
<p>Constats : Les conditions de stockage temporaire des déchets sont conformes, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les huiles usagées sont stockées dans un local spécifique formant rétention ; - les chiffons souillés sont stockés à l'extérieur, mais dans un bac spécifique recouvert ; - les aérosols et filtres usagés sont stockés dans 2 fûts de 200 l fermés.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>